

Appel à participation : Marche de la journée internationale des femmes, le 8 Mars 2013

Communiqué d'AWID (association pour les droits de la femme et le développement)

jeudi 14 février 2013

Pour une vie sans violence contre les femmes et les filles !

Lors de la [57ème session de la Commission de la condition de la femme](#) (CSW57), qui aura lieu au siège des Nations Unies à New York, du 4 au 15 mars 2013, les représentants des États membres débattront des progrès accomplis dans le domaine de l'élimination et la prévention de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles. En écho à cette discussion, l'AWID, le Center for Women's Global Leadership (Centre pour le Leadership Mondial des Femmes), l'organisation United Methodist Women (Femmes Méthodistes Unies) et le Women & Global Migration Working Group (Groupe de travail Femmes et Migration) appellent les organisations de femmes à travers le monde à organiser des rassemblements, des marches et des veillées à l'occasion de la Journée internationale des femmes, le 8 mars 2013, afin de plaider pour que les États pénalisent, préviennent, et protègent de la violence à l'égard des femmes et des filles sous toutes ses diverses formes.

Cette marche exhorte les États à prendre des mesures concrètes visant à mettre fin à l'impunité, laquelle constitue l'une des plus grandes menaces à la justice relative aux actes de violence à l'égard des femmes ; à financer des programmes et des services en faveur de l'égalité de genre et de la réalisation des droits humains ; à diminuer les dépenses militaires, étant l'une des forces motrices de la violence à l'égard des femmes ; et à protéger les femmes défenseuses des droits humains qui se trouvent en première ligne de la défense des droits des femmes et qui, partout dans le monde, sont confrontées à une augmentation de la violence basée sur le genre.

Au vu des défis à relever par les femmes et les filles, nous vous invitons, vous et vos organisations, à vous joindre à nous pour demander aux gouvernements de :

1. Prendre des mesures concrètes pour mettre fin à l'impunité !

Aujourd'hui, des millions de femmes et de filles souffrent toujours de façon disproportionnée de la violence, en temps de paix comme en temps de guerre, aux mains de l'État comme des acteurs non-étatiques -notamment les multinationales-, ainsi que chez elles et dans leurs communautés. Dans le monde entier, des femmes, aussi diverses soient-elles, sont battues, violées, mutilées, assassinées en toute impunité [1]

Pour que TOUTES les femmes puissent faire valoir leurs droits, il faut que la police d'État tienne explicitement compte de la réalité quotidienne des femmes et des filles qui sont opprimées de multiples façons, du fait de leur race, leur ethnicité, leur langue, leur religion, leur classe, leur orientation sexuelle, leur statut marital, leur âge ou leur pays d'origine, notamment les femmes rurales, immigrées ou autochtones. Les États ont l'obligation de prévenir, de protéger les femmes des violences à leur rencontre et de poursuivre ces dernières en justice, qu'elles soient perpétrées par des acteurs privés ou publics [2].

Les États ont aussi le devoir de respecter les normes de diligence raisonnable et de prendre les mesures nécessaires pour remplir leur obligation de protéger les individus contre les violations de leurs droits humains [3]. Mais il y a un manque de responsabilisation des États quant au rôle du gouvernement dans les actes de violences commis à l'égard des femmes, ou au rôle des multinationales qui en tandem avec les États usurpent les ressources naturelles et déplacent brutalement des communautés entières, et quant à leur rôle de protection envers les femmes et les filles contre la violence au sein de leurs foyers ou de leurs communautés. Imprégnés de la culture de la violence du militarisme, des individus en position d'autorité

pensent qu'ils peuvent commettre des crimes en toute impunité comme l'illustrent la fréquence élevée des violences sexuelles au sein de l'armée, les menaces de la police contre les femmes qui dénoncent des cas de violence, l'omniprésence du harcèlement et des tentatives d'intimidation, les « tests de virginité » imposés par les autorités à des manifestantes, et les actes de violence à l'égard des femmes vivant ou travaillant près d'une base militaire [4]. Les femmes défenseuses des droits humains œuvrant sur des questions relatives aux droits économiques, sociaux et culturels ainsi qu'aux droits civils ou politiques, sont prises elles aussi pour cible [5]. Cette défaillance des États à traduire en justice les auteurs de violences sexuelles ou basées sur le genre, demeure un obstacle majeur à la mise à terme de la violence à l'égard des femmes. Partout dans le monde, il reste encore beaucoup à faire pour prévenir les actes de violence à l'égard des femmes et poursuivre en justice les coupables de ces actes [6].

2. Financer l'égalité des genres et les droits humains plutôt que le militarisme !

Les dépenses militaires, le commerce des armes et les conflits exacerbent souvent la violence à l'égard des femmes et, dans le même temps, diminuent les ressources financières pour les droits économiques et sociaux et la promotion de l'égalité de genre. Les États ont l'obligation de respecter, protéger et satisfaire les droits économiques et sociaux. Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC) spécifie à l'Article 2.1 que : « *Chacun des États parties ... s'engage à agir, tant par son effort propre que par l'assistance et la coopération internationales, notamment sur les plans économique et technique, au maximum de ses ressources disponibles, en vue d'assurer progressivement le plein exercice des droits reconnus dans le présent Pacte par tous les moyens appropriés, y compris en particulier l'adoption de mesures législatives.* » Plutôt que d'allouer des budgets conséquents à leurs armées, les États devraient augmenter les ressources financières consacrées à l'avancement des droits économiques et sociaux et des droits des femmes, afin d'ériger une culture des droits humains plutôt qu'une culture du militarisme.

3. Protéger les femmes défenseuses des droits humains !

Dans toutes les parties du monde, les femmes défenseuses des droits humains œuvrent inlassablement envers et contre tout à la protection et à la promotion des droits humains [7]. Pourtant, la violence à l'encontre de ces militantes augmente partout dans le monde [8]. En tant que défenseurs des droits humains, les femmes défenseuses font face aux mêmes types de risques que tout défenseur œuvrant à faire respecter les droits des citoyens, des communautés et de l'environnement ; en tant que femmes, elles sont aussi exposées à des risques spécifiques au genre et sont la cible de violences basées sur le genre, comme les abus sexuels, le harcèlement, les agressions de leurs maris ou partenaires et de leurs collègues masculins, et les violations commises par l'État [9]. Elles encourent aussi des risques accrus et sont plus vulnérables du fait que leur travail sur des droits ou des questions spécifiques au genre les conduit souvent à braver les stéréotypes culturels et la religion. Leur action peut leur valoir beaucoup d'hostilité, d'autant plus que les femmes sont considérées comme des marqueurs de la culture et de la religion [10].

Participez !

Marquez la Journée internationale des femmes en vous joignant à nos efforts ! Nous invitons les organisations du monde entier à co-parrainer la marche, à organiser leurs propres marches et actions dans leurs villes ou leurs bourgades, et/ou à intégrer les [messages](#) et les [slogans](#) de cette marche à leurs activités du 8 mars 2013. Nous invitons celles et ceux qui seront à New York à l'occasion de la CSW à se joindre à nous pour une marche dans la ville le 8 mars 2013 de 10h00-12h00. Nous nous rassemblons à la First Avenue et la 42nd Street à partir de 10h00. La marche partira à 10h30 et procédera à la Third Avenue et 47th Street et à Dag Hammarskjold Plaza. À la place, nous entendrons les femmes défenseuses des droits humains de tous les coins du monde à exprimer leurs demandes pour une vie libre de violence contre les femmes et les filles et à la commémoration de notre jour ! Le rassemblement va se terminer à 12h00. Pour co-parrainer et participer, merci de contacter :

Carol Barton, United Methodist Women, CBarton.unitedmethodistwomen.org.

Natalia Cardona, AWID, NCardona.awid.org

Savi Bisnath, Center for Women's Global Leadership, savi.bisnath.rutgers.edu

- Education International (EI)
- Eileen Fisher Community Foundation
- Eileen Fisher, Inc
- Equita Consultora, Argentina
- Feminist Task Force (FTF)
- FOKUS - Forum for Women and Development
- Foro de Mujeres por la Vida, Honduras
- Fundacion Arcoiris por el respeto a la diversidad sexual, Mexico
- Gender at Work
- Generation Initiative For Women and Youth Network(GIWYN), Imo State, Nigeria
- Genre en Action
- Ghandi Peace Center, India
- Global Call to Action against Poverty (GCAP)
- Global Fund for Women
- Global Goods Partners (GGP)
- Groots International
- The Grail
- HOFNA Cameroon
- Hope for Domestic Violence Society, Kenya
- Huairou Commission
- Initiatives des Femmes en Situation Difficile pour le Développement Intégré (IFESIDI), RDC
- International Campaign to Stop Rape & Gender Violence in Conflict
- International Lesbian and Gay Association (ILGA)
- IndustriALL Global Union
- International Planned Parenthood Federation/Western Hemisphere
- International Research Foundation for Development (IRFD)
- International Trade Union Confederation (ITUC)
- International Women's Anthropology Conference (IWAC)
- International Women's Human Rights Clinic, CUNY Law School
- IWRAP Asia Pacific
- Just Associates (JASS)
- JUSTO Y SUSTENTABLE ARGENTINA
- Liga de Mujeres Desplazadas
- MADRE
- Masreya horra .. Etkalemi" (Free Egyptian Woman .. Speak Up)
- Medical Mission Sisters
- National Alliance of Women (NAWO, INDIA)
- National Network for Immigrant and Refugee Rights
- Nigeria Network of NGOs
- Organization of Active Women in The Ivory Coast/OFACI
- Organisations de Paix pour les Opportunités du Développement
- Osez Le Féminisme
- PACOPA, RDC
- Participatory Human Rights Advancement Society, Bangladesh
- Partners for Law in Development
- Peace is Loud
- Platform for International Cooperation on Undocumented Migrants (PICUM)
- Presbyterian Church (U.S.A)
- Presbyterian Women Inc.
- Public Enlightenment Projects, Nigeria
- Public Services International (PSI)
- Red Latinoamericana de Católicas por el Derecho a Decidir (Latin American Network of Catholics for the Right to Decide)
- RED NACIONAL DE PROMOCION DE LA MUJER, Peru

- SAFEHAVEN DEVELOPMENT INITIATIVE, NIGERIA
- SAKHI for South Asian Women
- Sholay Productions
- Socio-Economic Development Association
- South Asian Women's Creative Collective (SAWCC)
- South Asia Women's Watch (SAWW)
- SUPAMAMAS, Kenya
- The Association of War Affected Women, Sri Lanka
- The Department of Women's & Gender Studies, RUTGERS UNIVERSITY
- The Hunger Project
- The Nigerian Association of Women Journalists (NAWOJ Zone D including 4 states Nasarawa, Plateau, Benue and Kaduna)
- UFER - International Movement for Fraternal Union among Races and Peoples
- Under the Rainbow - Creative Strategies for Positive Change, South Africa
- UNI Global Union
- United Methodist Women
- Village des Femmes, RDC
- Wasandi Women Welfare Association (WWWA), Jati District Thatta Sindh Pakistan
- WaterAid
- Wesley Foundation, Japan
- Why Do I Exist ? / KUKI NDIHO RWANDA ORPHANS SUPPORT PROJECT
- Women of Africa, DRC
- Women for A Change, Cameroon
- Women's Environment and Development Organization (WEDO)
- Women and Global Migration Working Group
- Women's Human Rights Education Institute (WHRI)
- Women's Initiatives for Gender Justice
- Women Initiative for Peace and Good Governance, Nigeria
- Women's International League for Peace and Freedom (WILPF)
- Women's Intercultural Network (WIN), USA
- Women's Learning Partnership
- Women Living Under Muslim Laws (WLUML)
- Women Protection Organisation (WOPO)
- Women Thrive Worldwide
- Women's UN Report Network (WUNRN)
- Women's VOices Now
- WORKING WOMEN FRONT (UNION)
- World Pulse
- Young Women Leadership Club, University of Botswana
- Youth Agrarian Society

Communiqué publié sur le site d'AWID, à l'adresse :

www.awid.org/fre/Library/Appel-a-participation-Marche-de-la-Journee-internationale-des-Femmes-le-8-mars-2013

Notes

[1] Amnesty International, voir [ici](#).

[2] Amnesty International, voir [ici](#).

[3] Amnesty International, voir [ici](#).

[4] Center for Women's Global Leadership, Campaign Theme Announcement, [voir ici](#).

[5] Center for Women's Global Leadership, Campaign Theme Announcement, [voir ici](#).

[6] Center for Women's Global Leadership, Campaign Theme Announcement, [voir ici](#).

[7] Women Human Rights Defenders International Coalition, [voir ici](#).

[8] Association for Women's Rights in Development (AWID), [voir ici](#).

[9] Women Human Rights Defenders International Coalition, [voir ici](#).

[10] Women Human Rights Defenders International Coalition, [voir ici](#).